

Pratiques mondiales  
**Principales  
réalisations  
en 2019**



Complexe des Programmes-Pays

**IsDB**



البنك الإسلامي للتنمية  
Banque Islamique de Développement



Pratiques mondiales

# Principales réalisations en 2019

Complexe des Programmes-Pays

Publication de la:

Banque islamique de développement

8111 King Khalid St. Al Nuzlah Al Yamania Dist. Unit No.1, Djeddah 22332-2444

Royaume d'Arabie saoudite

Téléphone : (966-12) 6361400 – Télécopie : (966-12) 6366871

Courriel : idbarchives@isdb.org

Site Web : www.isdb.org

## **Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Roi Fahd**

Pratiques mondiales – Principales réalisations en 2019

©**Banque islamique de développement**

Tous droits réservés

La BID ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication et décline toute responsabilité quant à l'usage qui peut en être fait.

En désignant un territoire ou une zone géographique quelconque ou en y faisant référence, ou en utilisant le terme "pays" dans la présente publication, la BID n'entend émettre aucun jugement sur le statut juridique ou autre de ce territoire ou de cette zone géographique.

1- Développement économique 2- Impact de développement 3- Finance islamique

ISBN: 978-603-8283-08-0

L.D. no. 1441/9602





# Table des matières

Avant-propos .....	i
Remerciements .....	iii
Guide .....	v
Alliance pour un financement plus efficace du développement de l'éducation .....	1
Programme BRAVE d'aide à la résilience des entreprises de création de valeur détenues ou gérées par des femmes .....	3
Programme de renforcement des capacités de développement des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire .....	5
Notes d'orientation sur le secteur de l'adaptation aux changements climatiques .....	7
Evaluation des risques climatiques des projets "AWARE™" .....	9
Impact de développement du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) .....	11
Développement d'une nouvelle génération de la Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) .....	13
Plateforme électronique de rapports de fin de mission (BTOR) .....	15
Rapport intérimaire sur l'énergie dans la région arabe .....	17
Evolution de la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales .....	19
Etablissements informels dans la région arabe .....	21
Programme BID/Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) de renforcement des capacités des ONG en vue de la réduction de la pauvreté .....	23
Rapport de la BID sur la résilience .....	25
Guide de référence de la finance islamique des projets d'infrastructure en partenariat public-privé (PPP) .....	27
Modernisation de la Bibliothèque .....	29
Engagement du secteur privé dans le cadre du mécanisme Reverse Linkage .....	31
Module d'apprentissage en ligne sur le mécanisme Reverse Linkage .....	33
Libérer les financements pour l'accès à l'énergie par le financement participatif .....	35



# Avant-propos

Les Pratiques mondiales ont pour objectif de mener une réflexion stratégique dans les domaines clés liés aux activités de développement de la Banque. Dans ce contexte, elles définissent les priorités stratégiques des domaines généraux d'intervention que sont l'Infrastructure économique et sociale, la Résilience et le Développement social, le Développement du secteur de la finance islamique, la Stratégie par pays et la Coopération, et la Recherche économique et l'Apprentissage institutionnel. A cette fin, elles veillent tout particulièrement à ce que les activités opérationnelles de la Banque contribuent de manière efficace et efficiente à sa mission, vision et stratégie d'ensemble, tout en répondant parallèlement aux besoins de ses pays membres et de ses partenaires. Programme quinquennal du Président



Pour assurer la réalisation efficace et efficiente de la Stratégie décennale de la BID et du Programme quinquennal du Président, des politiques appropriées ont été élaborées au cours de l'année écoulée pour guider les interventions, et plusieurs initiatives clés ont été menées dans le cadre de l'exécution du mandat de la Banque.

Ces différentes politiques font l'objet d'une autre publication intitulée "Recueil des politiques du Groupe de la BID", tandis que la présente, qui porte sur les "Principales réalisations en 2019", décrit les principaux résultats obtenus par les Pratiques mondiales en 2019. Vu la diversité des Pratiques mondiales, on notera entre autres des réalisations qui touchent tous les segments des activités de prêts et hors prêts de la Banque, avec un accent tout particulier sur la collaboration avec d'autres partenaires de développement et les pays membres aux niveaux mondial, régional et des pays. L'action menée par les Pratiques mondiales a, d'une part, fourni à la Banque la base factuelle qui lui a permis de formuler ses vues, d'autre part, appuyé ses prises de décisions et ses positions sur les principaux enjeux de développement auxquels sont confrontés les pays membres.

A mesure que nous nous emploierons à institutionnaliser et à cultiver la connaissance au sein de la Banque, nous continuerons de renforcer les capacités en interne et dans nos pays membres afin d'être mieux à même de poursuivre notre quête d'amélioration de notre qualité de vie et de nos moyens de subsistance.

Je voudrais saisir l'occasion ici pour remercier M. Mansur Muhtar, Vice-Président chargé des programmes pays pour l'encadrement, les conseils et l'appui solides qu'il nous a apportés au cours de l'année. Les réalisations présentées dans le présent rapport n'auraient pas été possibles sans le concours de tous les collègues des Pratiques mondiales qui, en dépit de nombreuses difficultés, n'ont ménagé aucun effort au cours de l'année pour remplir notre mission. Au moment où nous devons faire face à une myriade de défis et naviguer dans les eaux troubles de la scène internationale du développement, les Pratiques mondiales continueront de mener des réflexions stratégiques et de servir de guide pour les interventions futures de la Banque.

*AT Diallo*

**Amadou T. Diallo**

**Directeur général (par intérim)**

**Pratiques mondiales, Complexe des Programmes-Pays**



# Remerciements

Le présent Rapport intitulé ***“Principales réalisations des Pratiques mondiales en 2019”*** a été initié et établi sous les auspices de Mansur Muhtar, Vice-Président chargé des Programmes-Pays et Amadou Thierno Diallo, Directeur général par intérim des Pratiques mondiales. Il décrit quelques-unes des initiatives et réalisations menées par les Pratiques mondiales au cours de l’année 2019. Les réalisations présentées sont conformes à la Stratégie décennale de la BID (10YS) et au Programme quinquennal du Président (P5P) et démontrent le ferme engagement des Pratiques mondiales et du Complexe des Programmes-Pays à mettre en œuvre les buts et objectifs du P5P.

**Equipe principale:** Areef Suleman, May Ali Babiker, Mohammed Alsayed Ahmad, Syed Husain Quadri et Abdul Rashid.

**Points focaux:** L’équipe remercie tous les départements et leurs divisions et unités pour la contribution qu’ils lui ont apportée lors de l’établissement du présent Rapport sur les réalisations. Les points focaux ci-après méritent une mention spéciale : Abdallah Al-Laham, Abdi Abdullahi, Ahmed Al Qabany, Ahmed Berthe, Ahmed Diken, Aminuddin Mat Ariff, Bandar Alhoweish, Biola Badmos, Hussain Mogaibel, Muzahid Ali, Nur Abdi, Riad Ragueb Ahmed, Sameh Hussein, Sami Faruqi, Sharjeel Ahmad, Yahya Rehman et Yoseph Ataa Alsawady.

**Conception, page de couverture et mise en page:** Aziza Abdullah Zarei



# Guide

## Programme quinquennal du Président du Groupe de la BID (P5P)

### 6 Leviers de performance

Le nouveau programme de développement mondial, consacré par l'accord sur les objectifs de développement durable (ODD) et les accords conclus ultérieurement (COP 21 sur les changements climatiques, Programme d'action d'Addis-Abeba, Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, etc.) marque un changement de trajectoire du dialogue mondial sur le développement. Sa mise en œuvre a amené la Banque à adopter, pour faire face à l'émergence de nouvelles problématiques mondiales de développement, un nouveau modèle d'entreprise qui met l'accent sur la croissance tirée par le marché, la science, la technologie et l'innovation, et le partenariat mondial pour le développement. Le nouveau modèle d'entreprise de la BID fait donc passer le discours mondial sur le développement des interventions fragmentées de fortune qui répondent à des préoccupations étroites et immédiates à la recherche de solutions aux causes profondes qui entravent la croissance durable. Pour être conforme au nouveau modèle d'entreprise, la BID se concentre sur les six leviers de performance ci-après, qui marquent chacun un changement fondamental dans son mode de fonctionnement et apportent une valeur ajoutée aux pays membres:



#### **Sensibilisation:**

Améliorer la visibilité de la Banque. La mise en place d'un modèle intégré de communication stratégique peut y contribuer.



#### **Compétences:**

Renforcer les capacités organisationnelles. La BID devrait renforcer ses capacités en mettant à profit les connaissances des populations des pays membres.



#### **Mise en œuvre:**

Assurer une décentralisation fonctionnelle et géographique. Les projets de la BID devraient être mis en œuvre dans le cadre de plateformes collaboratives, permettant d'évaluer la qualité et l'impact des projets.



#### **Financement:**

Garantir une croissance financière durable. La BID doit se doter d'un modèle financier durable reposant sur l'autofinancement.



#### **Réseaux:**

Mobiliser les ressources du marché. Les partenariats constituent le meilleur moyen d'améliorer l'avantage concurrentiel de la BID.



#### **Renforcement:**

Instaurer une gestion axée sur les résultats. La BID devrait adopter des politiques durables et des mécanismes de supervision qui protègent et préservent l'environnement, et assurent un impact de développement durable.

## Objectifs de développement durable (ODD)

Le Programme 2030 vise 17 grands objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles spécifiques, qui couvrent les dimensions sociale, économique et environnementale du développement. Ces aspirations à la dignité humaine et l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte sont parfaitement en accord avec les principes et objectifs de développement envisagés d'un point de vue islamique (Maqasid Al-Sharia).



**1 PAS DE PAUVRETÉ**  
Pas de pauvreté



**2 FAIM «ZÉRO»**  
Faim « Zéro »



**3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**  
Bonne santé et Bien-être



**4 ÉDUCATION DE QUALITÉ**  
Éducation de qualité



**5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES**  
Égalité entre les sexes



**6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT**  
Eau propre et Assainissement



**7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE**  
Énergie propre et d'un coût abordable



**8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE**  
Travail décent et Croissance économique



**9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE**  
Industrie, Innovation et Infrastructures



**10 INÉGALITÉS RÉDUITES**  
Inégalités réduites



**11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES**  
Villes et Communautés durables



**12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES**  
Consommation et Production responsables



**13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**  
Lutte contre le changement climatique



**14 VIE AQUATIQUE**  
Vie aquatique



**15 VIE TERRESTRE**  
Vie terrestre



**16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES**  
Paix, Justice et Institutions fortes

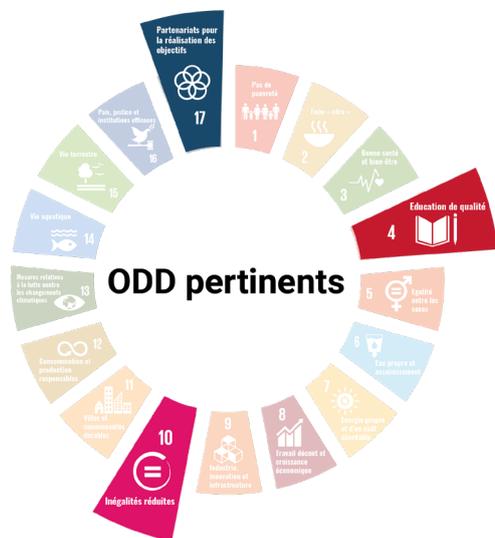


**17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS**  
Partenariat pour la réalisation des objectifs



# Alliance pour un financement plus efficace du développement de l'éducation

Le dysfonctionnement du système éducatif est une constante des résultats médiocres que l'on relève chez les enfants et qui sont à l'origine de ce que l'on appelle la "crise de l'apprentissage". Les pays membres de la BID comptent le plus grand nombre d'enfants non scolarisés et affichent les taux de réussite les plus faibles. Pour favoriser un changement de paradigme de la scolarisation à l'apprentissage, les systèmes éducatifs doivent faire l'objet d'une réforme structurelle et opérationnelle, l'objectif étant de faciliter la création d'un environnement holistique et propice à l'enseignement et à l'apprentissage. Le partenariat mis en œuvre ici repose sur le renforcement des systèmes éducatifs. La BID a engagé une collaboration avec la plus grande entité de financement de l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), pour participer activement aux concertations sur l'architecture mondiale de l'aide et mobiliser des ressources pour ses pays membres. Le GPE est un partenariat multipartite, qui rassemble les principales parties prenantes pour améliorer l'éducation dans 68 des pays les plus pauvres du monde, dont 35 sont des pays membres de la BID.



**Date de l'initiative**  
**Avril 2019**

## Départements clés

- Infrastructure économique et sociale (ESI)
- Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID)

## Objectif (s)

Adopter une collaboration multiforme qui améliore l'accès des pays membres aux financements critiques destinés à renforcer les systèmes éducatifs, réduire le nombre d'enfants non scolarisés et permettre à un plus grand nombre d'enfants de s'instruire et de s'épanouir.

## Éléments clés

Pour pouvoir tirer parti des ressources sous forme de dons du GPE, la BID a été accréditée comme deuxième BMD (aux côtés de la Banque mondiale) pour servir en tant qu'agent partenaire assumant des responsabilités fiduciaires vis-à-vis des fonds du GPE.

## Caractéristiques particulières

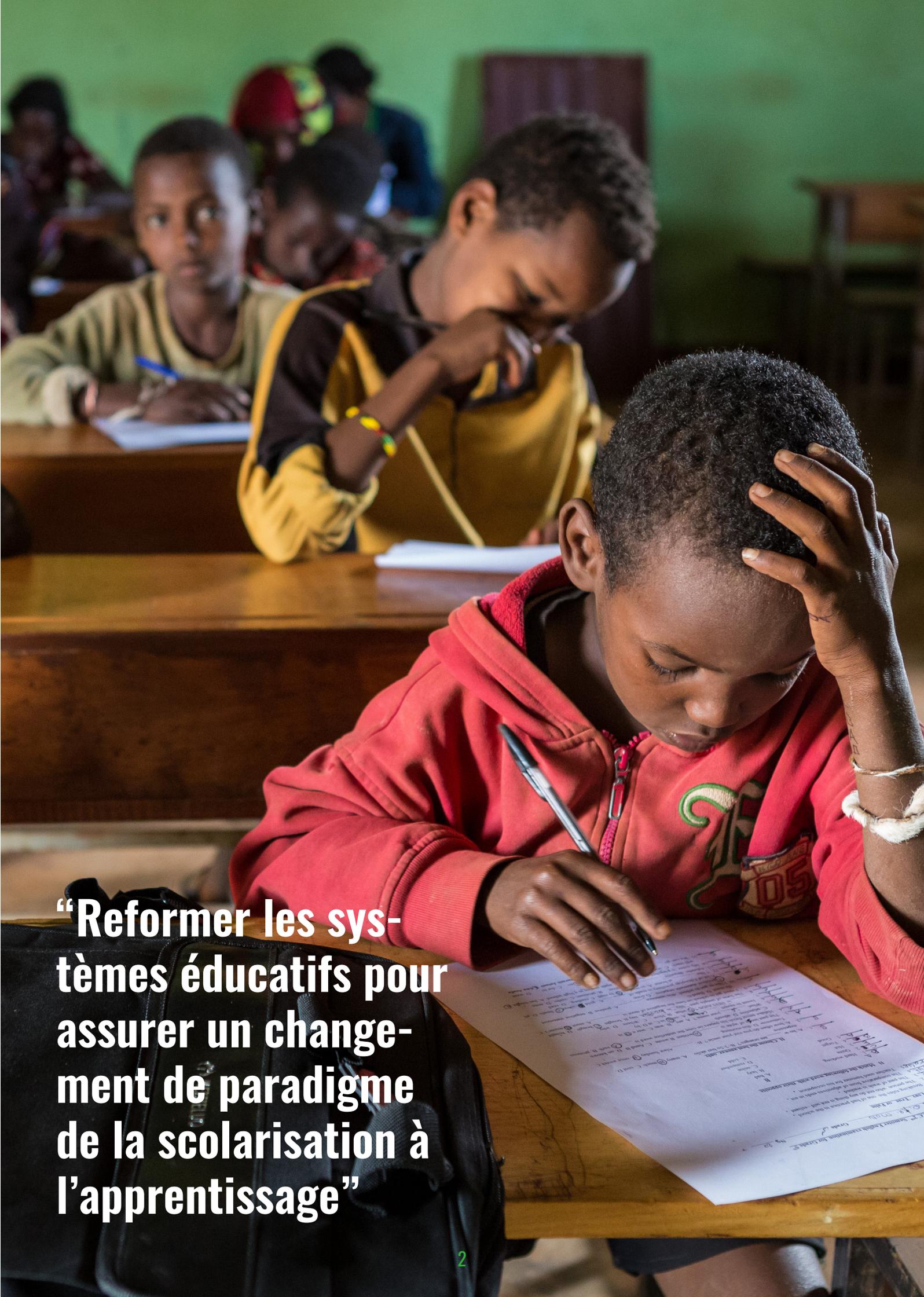
Ayant accès aux allocations par pays du GPE, la BID peut constituer sa propre réserve de projets autour de ces allocations. La mobilisation et la combinaison des ressources sous forme de dons du GPE contribueront à abaisser la part du financement ordinaire de la BID que les pays membres à faible revenu sont peu désireux ou incapables d'absorber.

## Résultats escomptés

La BID a approuvé un financement mixte de 30 millions de dollars E.-U. pour aider le Tadjikistan à débloquer son allocation de 10 millions de dollars E.-U. au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE, devenant ainsi le premier pays bénéficiaire du partenariat. La BID est devenue membre suppléant du Conseil d'administration du Groupe des banques multilatérales de développement, pour renforcer et approfondir son rôle dans la gouvernance du GPE.

## Partenaires de développement

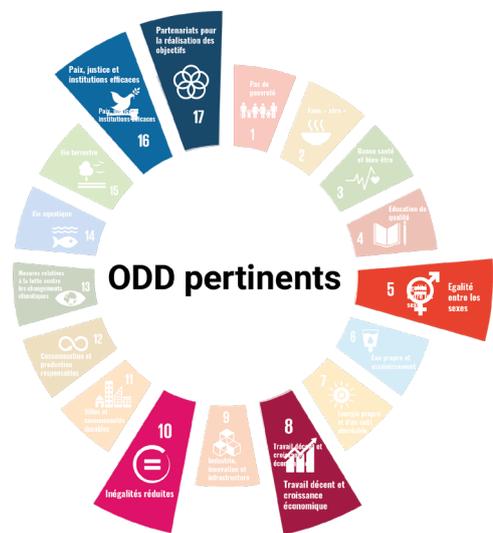
Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)



**“Reformer les systèmes éducatifs pour assurer un changement de paradigme de la scolarisation à l’apprentissage”**



# Programme BRAVE d'aide à la résilience des entreprises de création de valeur détenues ou gérées par des femmes



**Date de l'initiative**  
**Janvier 2019**

## Départements clés

• Résilience et Développement social (RSD)

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle de premier plan dans les contextes fragiles. Non seulement elles fournissent les biens et les services nécessaires, mais elles créent également, pour les personnes dans le besoin, des emplois essentiels pour assurer tant des moyens de subsistance en période de conflit et de fragilité que la stabilité dans les processus de reconstruction et de développement. En offrant aux femmes entrepreneures plus de possibilités pour s'engager avec succès dans des activités commerciales, on peut leur apporter, ainsi qu'à leurs familles et communautés, des avantages considérables. Les difficultés auxquelles se heurtent généralement les femmes entrepreneures sont le manque d'accès au financement, le manque de compétences solides en affaires, le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'accès limité au marché, le manque de matériel et de technologie, et l'existence de cadres réglementaires restrictifs. Le programme BRAVE en faveur des femmes est une démarche de soutien aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes, qui vise à éliminer les obstacles à l'entrepreneuriat féminin dans un certain nombre de chaînes de valeur au Yémen, au Burkina Faso et au Nigéria, trois des pays les plus vulnérables d'Afrique et du Moyen-Orient.

## Objectif (s)

Le Programme BRAVE en faveur des femmes bénéficie sur cinq ans d'une subvention de 32,2 millions de dollars E.-U. au titre de l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures.

## Éléments clés

Le Programme offrira aux conseillers en affaires une formation sur la planification de la continuité des activités dans des contextes fragiles et à risque élevé. Il financera également environ 200 1 MPME détenues ou gérées par des femmes dans des chaînes de valeur présélectionnées, sur une base de subvention de contrepartie, pour autant qu'elles suivent le programme de formation avec succès. En outre, il veillera à assurer la durabilité de l'impact dans les secteurs cibles par l'adoption d'une approche de développement de chaînes de valeur en appui aux entreprises chefs de file, aux associations de femmes entrepreneures et aux coopératives sectorielles.

## Caractéristiques particulières

Le Programme s'attaque à trois problèmes principaux auxquels sont confrontés les pays membres de la BID : la fragilité (29 des 57 pays membres sont fragiles), le faible développement de l'entrepreneuriat et le taux de chômage élevé des femmes. Il est conçu de manière, d'une part, à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes entrepreneures, en particulier dans les contextes fragiles, d'autre part, à permettre aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes, d'être des moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois.

Le Programme est par ailleurs conforme au nouveau modèle d'entreprise, notamment au résultat opérationnel consistant à construire des systèmes de marché résilients qui ne font pas de laissés-pour-compte ni au niveau des populations ni à celui des pays, dans la mesure où il reste axé sur les MPME détenues ou dirigées par des femmes dans des contextes fragiles.

## Résultats escomptés

- Formation de 500 1 femmes propriétaires ou dirigeantes de MPME à l'évaluation des risques et la définition des priorités de leurs entreprises grâce à l'établissement de plans de continuité de leurs activités ;
- Programme de subventions de contrepartie pour plus de 200 1 MPME détenues ou dirigées par des femmes dans des chaînes de valeur présélectionnées, sur une base de partage des coûts liés à l'acquisition de biens d'équipement et de services destinés à soutenir la reprise ou la croissance des activités ;
- Appui à 40 grandes entreprises et associations ou coopératives commerciales au Yémen, au Nigeria et au Burkina Faso dans la protection et l'amélioration de chaînes de valeur vitales, en vue d'une multiplication de l'impact sur un plus grand nombre de PME ; et
- Une plateforme informatique en ligne développée pour gérer le suivi, l'établissement de rapports et la mutualisation des connaissances entre les parties prenantes du projet.

## Partenaires de développement

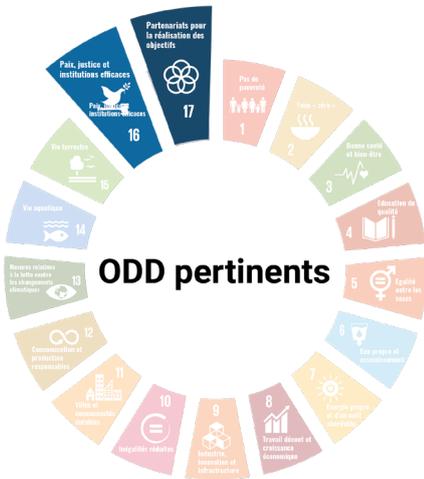
Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures

**“Éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes entrepreneures, en particulier dans les contextes fragiles, et leur permettre d’être des moteurs de la croissance économique”**

**BRAVE**  
*Women*



# Programme de renforcement des capacités de développement des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire



**Date de l'initiative**  
**Décembre 2019**

## Départements clés

- Stratégie de pays et Coopération (CSC)

Depuis sa création, la BID s'emploie à promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre ses pays membres. L'expérience acquise à ce jour montre que quelques pays disposent de certains éléments des capacités et arrangements institutionnels - ou écosystèmes nationaux - nécessaires pour mettre efficacement en œuvre ces types de coopération, ce qui n'est pas le cas pour la plupart d'entre eux. Pour remédier à cette situation, la BID a élaboré un nouveau cadre intitulé "écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire", qui définit les principaux piliers devant constituer les arrangements institutionnels nationaux pour une mise en œuvre efficace de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le cadre s'est appuyé sur une étude factuelle intitulée "Développer les écosystèmes nationaux pour favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en vue de réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030". Pour rendre opérationnel le cadre des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au profit des pays membres, la Banque a également élaboré le "Programme de renforcement des capacités de développement des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans les pays membres", qui a été approuvé en décembre 2019. Le programme sera mis en œuvre selon la modalité Reverse Linkage, mécanisme clé de mise en œuvre. Les pays membres qui ont mis en place des piliers solides pour leurs écosystèmes nationaux aideront à leur tour les autres pays qui en ont besoin à renforcer leurs capacités. En facilitant, entre les pays membres, ainsi qu'entre les pays du Sud, un échange de capacités institutionnelles et de compétences techniques dans les domaines de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le programme contribuera à la réalisation de l'objectif consistant à faire de la Banque une "banque de développement et de développeurs". Le cadre et le programme de renforcement des capacités sont également en accord avec les discussions mondiales sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

## Objectif (s)

L'objectif général du programme est d'aider les pays membres de la BID à tirer pleinement parti de la modalité de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et à en faire usage comme l'un des instruments clés pour atteindre leurs objectifs de développement national ainsi que pour contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030.

## Éléments clés

Le programme s'attachera essentiellement à renforcer la capacité des pays membres de mettre en place ou de consolider, dans leurs écosystèmes nationaux, les piliers de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire tels qu'ils ont été définis dans le cadre établi par la Banque sur "les écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire". Le cadre établit les sept piliers suivants :

i) volonté politique ; ii) stratégie nationale de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; iii) organe national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; iv) bases de données d'information ; v) acteurs connectés ; vi) mécanismes nationaux de financement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et, vii) systèmes de gestion des résultats pour mesurer les progrès accomplis et tirer des enseignements pour une meilleure élaboration des politiques. Dans le cadre du programme, on mènera, entre autres, les principales activités suivantes pour chaque pays bénéficiaire : i) évaluation des lacunes de l'écosystème national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, identification des faiblesses et des domaines d'intervention prioritaires et élaboration d'un plan d'action selon une approche participative associant les parties prenantes nationales et ii) conception d'une solution globale de développement des capacités pour améliorer l'écosystème national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et mise en œuvre de l'écosystème national avec les partenaires techniques du programme.

## Caractéristiques particulières

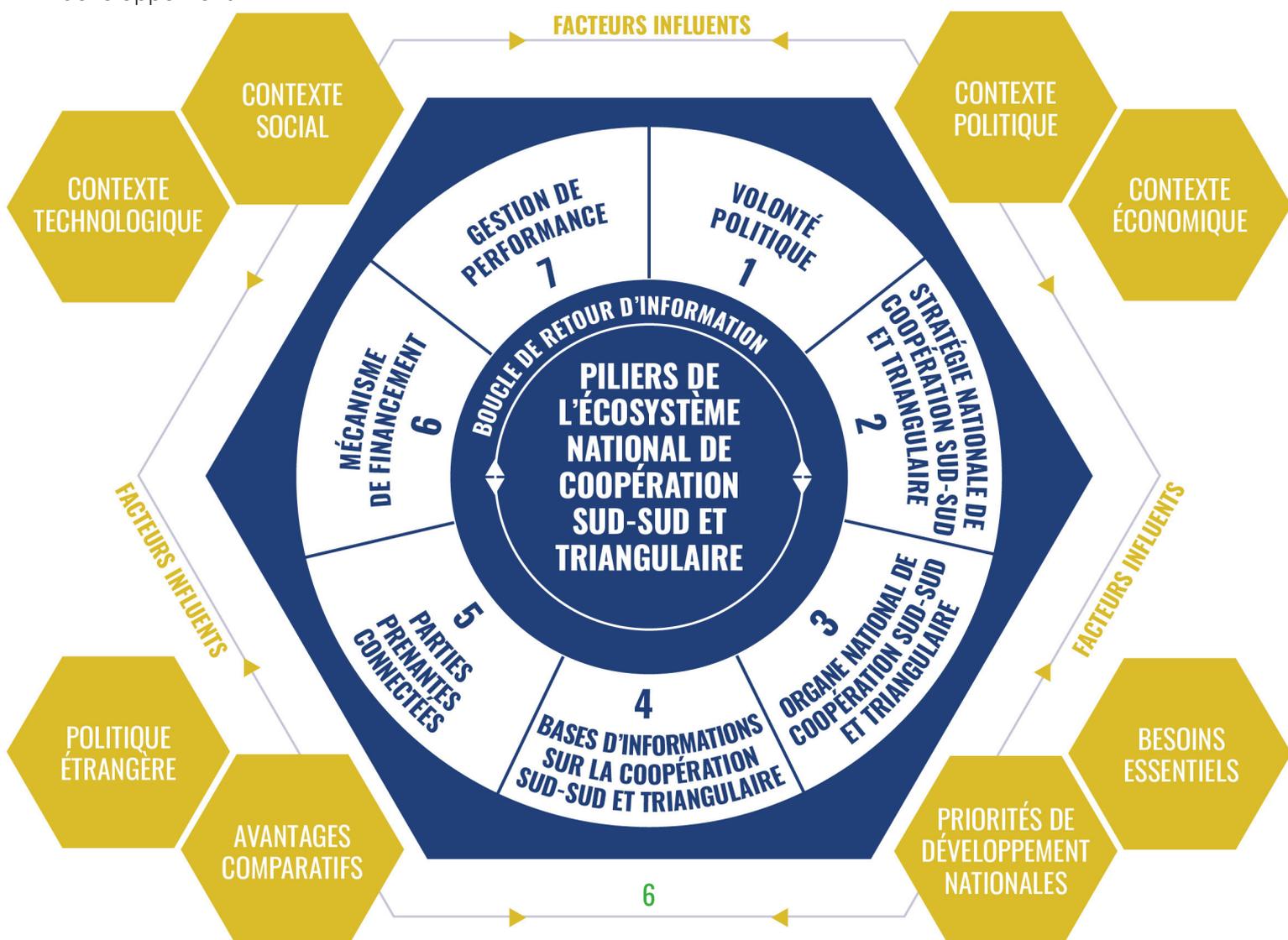
La situation de l'écosystème national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire varie d'un pays membre à l'autre. Parmi les 57 pays membres de la BID, seuls 12 disposent de quelques éléments d'écosystème national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, tandis que d'autres ne sont dotés d'aucune capacité. Avec son programme de renforcement des capacités, la Banque sera la première banque multilatérale de développement (BMD) à aider ses pays membres à combler un manque essentiel de capacités pour mener des activités efficaces de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. À cet égard, elle sera également la première BMD à donner suite aux recommandations figurant dans le document final de la BAPA40+.

## Résultats escomptés

Grâce au programme de renforcement des capacités, 10 pays membres au moins auront amélioré leur écosystème national de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

## Partenaires de développement

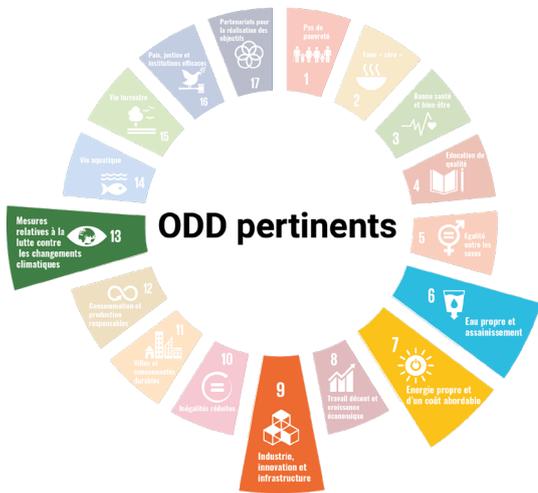
Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, Centre Sud, Programme des Nations Unies pour le développement





# Notes d'orientation sur le secteur de l'adaptation aux changements climatiques

Les changements climatiques constituent une menace non seulement pour le progrès économique de nombreux pays, mais aussi pour la mission essentielle de développement de la Banque islamique de développement (BID). Conformément aux thèmes du P5P relatifs à la sensibilisation, aux compétences et à la mise en œuvre, la Banque, en collaboration avec l'Institut des ressources mondiales (WRI), a établi des notes d'orientation sur les changements climatiques pour quatre secteurs clés : i) agriculture et développement rural ; ii) énergie ; iii) transports ; et iv) eau.



## Objectif (s)

Les notes d'orientation de la BID sur les changements climatiques ont pour objectifs de donner aux équipes de projet, y compris aux chefs d'équipe des opérations, aux administrateurs de projet, aux gestionnaires de programmes-pays, aux spécialistes des changements climatiques et au personnel des opérations, des conseils pratiques, d'une part, sur la gestion des risques liés aux changements climatiques (risques aigus, chroniques, à moyen et à long termes), d'autre part, sur l'identification des possibilités d'améliorer la formulation et la conception globales des opérations financées par la BID.

## Éléments clés

- Les notes d'orientation couvrent les opérations et les interventions dans les secteurs et sous-secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement.
- Elles visent directement les moyens de lutter contre les risques climatiques dans la conception des projets (tant au sein de la BID que dans les pays membres), d'évaluer ces risques et d'indiquer les différentes options pour les atténuer. Elles formulent à l'intention des praticiens des propositions d'actions concrètes et des études de cas.
- Elles ont aidé à faire participer les pays membres aux discussions sur les changements climatiques.
- Elles servent actuellement d'outils d'intégration de l'action climatique dans les opérations de la Banque et dans le renforcement de la résilience aux changements climatiques dans les pays membres.

## Caractéristiques particulières

- Les notes d'orientation aident la Banque à lutter de manière systémique contre les risques climatiques et à renforcer la résilience des projets. S'il existe plusieurs produits de connaissance sur les risques climatiques à l'échelle mondiale, aucune ressource ne propose aux praticiens une approche séquentielle de ce type pour intégrer de manière concise les composantes climatiques lors de la conception des projets.



Date de l'initiative  
**Mai 2019**

## Départements clés

- Infrastructure économique et sociale (ESI)
- Résilience et Développement social (RSD)
  - Centres régionaux



- Les notes d'orientation sont faciles à utiliser et servent de matériel d'apprentissage aux équipes de projet et aux spécialistes du secteur qui ne disposent pas nécessairement d'une formation en science de l'environnement ou en changements climatiques.

### Résultats escomptés

- Meilleure capacité des spécialistes du secteur et des équipes de projet à améliorer la résilience des projets aux changements climatiques et à renforcer les capacités des équipes dans l'évaluation et la conception de projets afin d'en garantir une meilleure qualité à l'entrée.
- Amélioration de la résilience climatique des investissements de la BID dans ses pays membres et renforcement de la résilience des communautés bénéficiaires dans le cadre d'opérations à l'épreuve du climat.
- Meilleure connaissance de l'intégration des changements climatiques grâce aux notes qui donnent des conseils pratiques aux équipes de projet.

### Partenaires de développement

Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

**“Un guide pratique destiné à aider les opérateurs à déterminer les risques et les possibilités d'améliorer la conception des projets”**



# Evaluation des risques climatiques des projets “AWARE™”

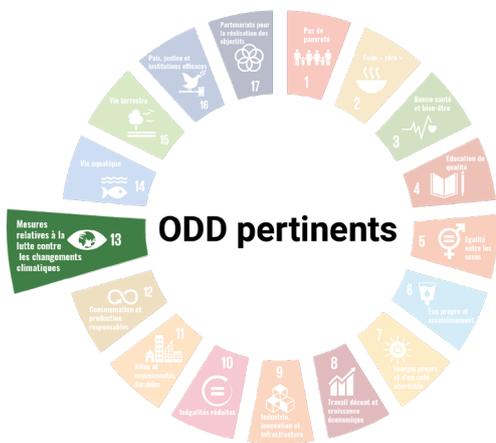
Les changements climatiques constituent un défi mondial aux conséquences importantes qui menace non seulement les progrès économiques de nombreux pays, mais aussi la mission essentielle de développement de la BID. Pour répondre à cette menace, la Banque a souscrit un abonnement à un outil d'évaluation des risques climatiques des projets, AWARE™, qui a été adapté à ses secteurs et sous-secteurs pour permettre aux responsables de projets d'identifier et de gérer les risques climatiques potentiels.

## Objectif (s)

L'objectif principal de l'outil “AWARE™” est d'évaluer des projets en tout lieu à l'aune de toute une série de risques observés et de risques futurs liés au climat. L'application de l'outil constitue la première étape du processus global de gestion des risques climatiques de la Banque et elle permet de déterminer la nature et les niveaux de risque des projets prévus. Les risques identifiés sont utilisés pour concevoir et proposer des mesures appropriées d'adaptation et de résilience au climat qui seront intégrées dans la conception et la mise en œuvre des projets.

## Éléments clés

- L'outil AWARE™ a été mis au point par Acclimatise Group Ltd, Royaume-Uni et adapté pour la BID, à ses secteurs et sous-secteurs et à ses opérations.
- Un manuel de l'utilisateur et une formation ont été fournis aux équipes de projet, pour qui l'outil génère des résultats sous la forme d'un rapport détaillé sur les risques, en mettant en évidence le niveau de risque du projet avec des recommandations sur les mesures de suivi.
- Cette étape d'évaluation des risques climatiques constitue le premier point d'entrée pour l'engagement technique des spécialistes des changements climatiques dans les projets et facilite l'organisation de discussions objectives fondées sur des données probantes.
- L'outil AWARE™ est un élément important du processus de gestion des risques climatiques de la Banque et constitue une étape clé, comme énoncé dans le cadre de mise en œuvre de la politique de la Banque sur les changements climatiques.



**Date de l'initiative**  
**Février 2019**

## Départements clés

- Résilience et Développement social (RSD)
- Opérations Qualité et Résultats (OQR)

## Caractéristiques particulières

- AWARE™ couvre tous les secteurs et sous-secteurs de la BID, ainsi que toutes les régions et localités géographiques.
- AWARE™ s'appuie sur des procédures factuelles de recherche, d'analyse et de collecte de données, y compris de multiples mégadonnées climatiques, les systèmes d'information géographique, la recherche sur le terrain et la validation dans un système unifié.

- AWARE™ offre une plateforme facile à utiliser pour analyser les risques climatiques des investissements de la BID.
- AWARE™ pour l'évaluation des risques climatiques fait partie du processus de gestion des risques climatiques de la Banque, s'appuie sur les processus opérationnels existants et constitue aujourd'hui une étape clé dans le cycle d'activité des projets.

## Résultats escomptés

- Capacité accrue du personnel de la BID d'identifier les risques climatiques.
- Renforcement de la résilience climatique des investissements de la BID dans ses pays membres, ainsi que de la résilience et de la résistance des communautés bénéficiaires aux changements climatiques grâce aux opérations financées.
- Meilleure connaissance de l'intégration des changements climatiques, l'outil offrant aux équipes de projet des informations suffisantes sur les risques liés aux changements climatique (risques aigus, chroniques, à moyen et à long terme) et les vulnérabilités.

## Partenaires de développement

Acclimatise Group Ltd, Royaume-Uni



## AWARE FOR PROJECTS™

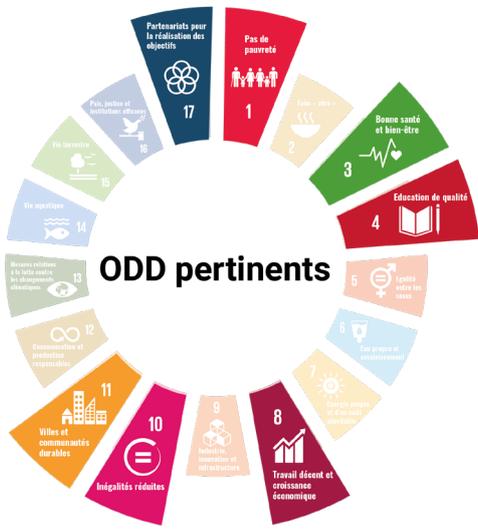
FAST, COMPREHENSIVE  
CLIMATE RISK SCREENING

**“Intégrer  
l’adaptation et  
la résilience aux  
changements  
climatiques dans  
la conception et  
la mise en œuvre  
des projets”**



# Impact de développement du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA)

Cette publication vise à sensibiliser les parties prenantes externes et internes au modèle unique, aux principales réalisations et au potentiel de l'awqaf en général et du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) en particulier, modèle de développement unique adopté et encouragé par la BID. Elle est destinée aux institutions de développement et aux partenaires investisseurs d'impact, en vue de la mobilisation de ressources supplémentaires pour le FIBA et parallèlement, de la promotion de l'Awqaf comme outil de développement.



## Objectif (s)

- Evaluer/déterminer la nature et l'ampleur de l'impact qu'ont eu les projets du FIBA sur les organisations bénéficiaires et les bénéficiaires finaux des pays membres, ainsi que les communautés musulmanes dans les pays non membres.
- Donner une perspective complète des réalisations historiques du FIBA et des problèmes de développement auxquels il s'emploie à apporter des solutions.
- Sensibiliser les parties prenantes externes et internes au rôle, au modèle de fonctionnement et aux réalisations du FIBA.

## Éléments clés

Cette publication largement appréciée qui est intitulée "Impact de développement du Fonds d'investissement des biens awqaf : un modèle de développement durable" et qui a donné un aperçu de ce modèle de développement unique, comprend les sections suivantes:

1. Présentation du concept de l'Awqaf;
2. Pertinence de l'Awqaf en général et du FIBA en particulier pour la pratique du développement international;
3. Mode d'opérationnalisation du concept de l'awqaf en tant qu'outil de développement dans le cadre du FIBA;
4. Aperçu du portefeuille du FIBA et impact social des bénéficiaires sélectionnés;
5. Analyse approfondie de projets d'études de cas spécifiques, y compris enseignements les plus importantes tirés de chacune des interventions sélectionnées ; et
6. Analyse des questions susceptibles de présenter un intérêt pour l'Awqaf les années à venir.

## Caractéristiques particulières

- C'est la première fois qu'un rapport complet sur l'impact du FIBA sur le développement a été produit.
- Il apporte les justifications nécessaires sur le rôle de l'Awqaf dans la promotion de la durabilité à long terme des projets de développement.
- Établi en interne, il présente des contributions de projets ou de bénéficiaires réels.

**Date de l'initiative**  
**Décembre 2019**

## Départements clés

- Développement du secteur financier islamique (DFSI)

## Résultats escomptés

- La mise en valeur du FIBA et de son impact sur le développement socio-économique est constructive pour les débats actuels sur le développement. Elle présente à la communauté du développement le concept et le potentiel de l'Awqaf en tant que forme de finance sociale islamique, ce que corroborent les documents sur l'impact des projets awqaf.
- Elle met également à la disposition des praticiens du développement qui ont une bonne connaissance de l'Awqaf les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les applications des investissements de l'awqaf.
- Au nombre des points clés à retenir figure le rôle essentiel des structures de gouvernance appropriées pour une gestion efficace et durable des actifs de l'Awqaf.

## Partenaires de développement

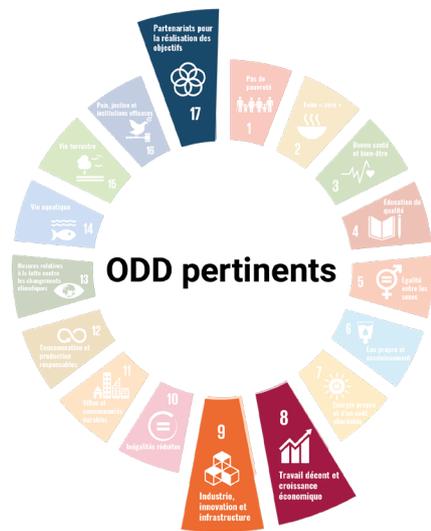
Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), First Abu Dhabi Bank (FAB)

**“Nous pro-  
mouvons  
l’Awqaf  
pour le pro-  
grès de la  
Oummah”**





## Développement d'une nouvelle génération de lignes directrices pour la stratégie de partenariat des pays membres (SPPM)



**Date de l'initiative**  
**Juillet 2018**

### Départements clés

- Stratégie de pays et Coopération (CSC)
- Recherche économique et Apprentissage institutionnel (ERIL)
  - Relations et Services avec les pays
- Département de la Stratégie et de la Transformation (DoST)
  - Pratiques mondiales

La première édition des lignes directrices relatives à la SPPM a établi les bases sur la manière d'élaborer la toute première série de la SPPM fondée sur l'analyse des CVM. Ainsi, les lignes directrices modifiées donnent des conseils et des indications détaillées sur la manière de formuler la stratégie opérationnelle conjointe du Groupe de la BID dans chaque pays membre. Au total, le processus consiste à recenser les principales chaînes de valeur mondiales, à analyser l'étendue des travaux nécessaires pour améliorer leur compétitivité par la transformation de certaines industries, etc. En conséquence, la SPPM fondée sur les chaînes de valeur mondiales devrait désormais aider à susciter des projets bancables qui permettent d'attirer des ressources financières privées, et donc "faire en sorte que les marchés contribuent au développement". La méthodologie initiale a donc dû être révisée pour faire une plus large place aux compétences sectorielles et thématiques disponibles au sein des Pratiques mondiales et leur permettre de produire la série des interventions requises.

### Objectif (s)

Réaménager le processus de la SPPM pour mettre en œuvre la nouvelle génération fondée sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) dans quatre pays pilotes et plus particulièrement, pour l'aligner sur le nouveau modèle d'entreprise de la Banque visant à faire en sorte que les marchés contribuent au développement en soutenant la compétitivité des pays membres. Ce réaménagement a également été rendu nécessaire par les enseignements et recommandations récurrents des missions d'évaluation indépendante de la Banque qui ont demandé que le nouveau processus de la SPPM soit plus efficient, plus simple et plus proactif.

### Éléments clés

Le remodelage et le réaménagement des lignes directrices nouvellement révisées de la SPPM ont porté, entre autres, sur la délégation des pouvoirs, les flux de processus et le cadre de l'approche de l'élaboration du programme de travail triennal de la SPPM. Cette nouvelle approche de la SPPM sera mise en œuvre dans les 7 SPPM qui seront établies en 2020.

### Caractéristiques particulières

La nouvelle approche de programmation SPPM fondée sur les CVM contribue à transformer la BID en un réseau de développeurs capable de combler les déficits de financement et de mettre des produits scientifiques, technologiques et innovants de pointe au service des pays membres. Elle met à contribution le rôle essentiel du secteur privé dans le développement et est animée par les Pratiques mondiales, qui s'appuient sur leurs compétences sectorielles et thématiques, et bénéficient parallèlement du plein soutien de toutes les entités du Groupe de la BID.

## Résultats escomptés

Opérationnalisation du nouveau modèle de développement de la BID conformément au P5P. Lancement d'une nouvelle génération de stratégies par pays qui s'appuie sur les compétences internes pour mettre les marchés au service du développement et renforcer les chaînes de valeur dans les pays membres.

## Partenaires de développement

Pays membres, Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) et Institut islamique de recherche et de formation (IIRF)

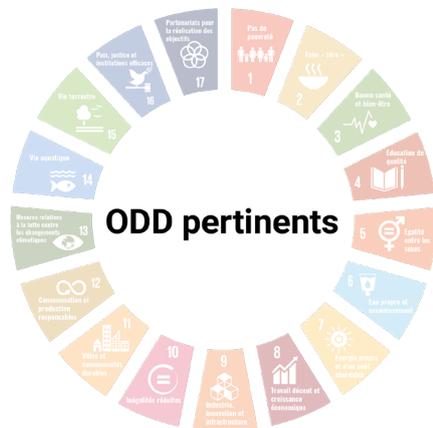
**“Une nouvelle génération de la Stratégie de partenariat avec les pays membres axée sur les marchés au service du développement”**





# Plateforme électronique de rapports de fin de mission (BTOR)

La BTOR est un document officiel important du Groupe de la BID (GBID), qui met à disposition les comptes-rendus, conclusions et recommandations des rencontres entre la direction et le personnel du GBID et les parties prenantes externes. C'est une plateforme complète qui a été développée à l'échelle de l'institution pour normaliser la saisie des connaissances clés recueillies à l'occasion des voyages officiels du personnel et les rendre accessibles au Groupe de la BID.



## Objectif (s)

La plateforme BTOR permet d'établir un référentiel efficace et facilement accessible des connaissances clés recueillies à l'occasion des voyages en mission officielle du personnel du Groupe de la BID, tout en assurant la bonne gouvernance et le respect des principes de responsabilité.

## Éléments clés

La plateforme BTOR, hébergée sur le cloud, offre un processus normalisé pour saisir les connaissances avant, pendant et après une mission et pour en communiquer les résultats. Elle donne à tout le personnel du GBID depuis n'importe quel endroit un accès authentifié à l'aide d'un ordinateur portable, d'un smartphone et d'une tablette connectés à Internet sans accès VPN. Cette option permet non seulement le partage normalisé de connaissances, mais aussi une gestion efficace et adéquate des missions du personnel du GBID et une visibilité et une responsabilisation accrues des plans et des mesures de suivi.

## Caractéristiques particulières

La plate-forme fait office de guichet unique centralisé offrant une interface facile à utiliser pour suivre et regrouper les connaissances issues des missions, tout en assurant un suivi et un contrôle systématiques de tous les voyages officiels du personnel du GBID. Elle facilite la bonne gouvernance, la discipline et le respect des principes de responsabilité, et rend plus facilement accessibles les connaissances et les enseignements tirés des missions officielles du personnel du GBID grâce à un moteur de recherche optimisé et à un contenu structuré, labellisé et taxonomisé.

## Résultats escomptés

Connaissances et enseignements tirés des voyages officiels du personnel du GBID facilement accessibles en vue d'une prise de décisions plus éclairée.

## Partenaires de développement

Sans objet



**Date de l'initiative**  
**Octobre 2019**

## Départements clés

- Recherche économique et Apprentissage institutionnel (ERIL)

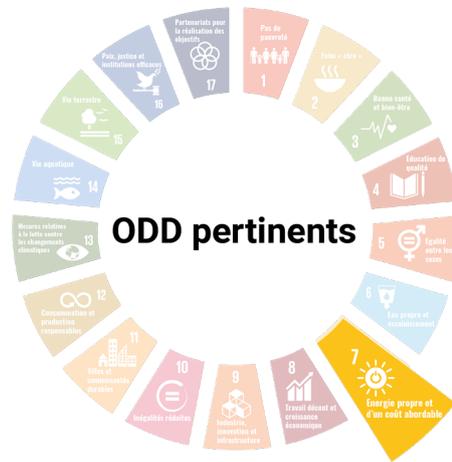


**“Une plateforme en ligne unique pour mettre à profit les connaissances clés recueillies à l’occasion de missions officielles”**



# Rapport intérimaire sur l'énergie dans la région arabe

Dans la perspective de transformation de la BID en une banque de développeurs et afin d'établir une plateforme pour ses pays membres et accélérer la réalisation des objectifs de développement pertinents, la Banque a engagé des discussions avec l'équipe "Énergie durable pour tous" pour collaborer à la création d'un centre régional pour la région du Moyen-Orient. Ainsi, la BID a signé un accord de partenariat avec l'organisation "Énergie durable pour tous" pour la création du "Centre régional pour le Moyen-Orient" abrité à son siège. En septembre 2018, elle a signé un accord de partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) pour que celle-ci se joigne au "Centre "Énergie durable pour tous (SEforAll)" pour le Moyen-Orient " pour promouvoir la coopération sous-régionale et régionale dans les domaines de l'accès aux services énergétiques, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.



## Objectif (s)

Dans le cadre des activités conjointes du Centre "Énergie durable pour tous (SEforAll)" pour le Moyen-Orient, abrité au siège de la BID, la Banque et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) se sont associées pour publier le "Rapport intérimaire sur l'énergie dans la région arabe : suivi de l'ODD7 ", rapport régional sur le suivi de la réalisation de l'objectif de développement durable 7 dans les pays arabes. Le rapport indique les progrès réalisés à ce jour dans les pays arabes comparativement à ceux accomplis à l'échelle mondiale. C'est un outil qui contribue à renforcer une politique proactive visant à améliorer la sécurité énergétique, accroître la résilience aux changements climatiques et intégrer les objectifs de développement durable dans les processus politiques régionaux et nationaux.



## Éléments clés

Le rapport indique les progrès réalisés à ce jour dans les pays arabes pour atteindre les cibles de l'ODD 7 comparativement aux progrès enregistrés à l'échelle mondiale. D'une manière générale, la région arabe est en bonne voie pour atteindre son objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Le taux d'électrification des pays arabes a atteint 92,5 % en 2017 contre 88,4 % en 2010, ce qui en fait l'un des groupes régionaux de pays les plus électrifiés du monde en développement. Trois pays membres arabes les moins avancés (PMMA) (Soudan, Yémen et Mauritanie) concentrent 90 % du déficit d'accès à l'électricité, principalement dans les zones rurales. Environ 38 millions de personnes n'ont pas accès à une cuisine propre et se trouvent pour la plupart dans ces trois PMMA arabes. Au niveau mondial, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie a atteint près de 17,5 %, mais elle reste marginale, -

Date de l'initiative  
**Décembre 2019**

## Départements clés

- Infrastructure économique et sociale (ESI)

à environ 10 %, dans la région arabe. En ce qui concerne l'efficacité énergétique, les pays doivent intensifier leurs programmes d'efficacité énergétique.

### Caractéristiques particulières

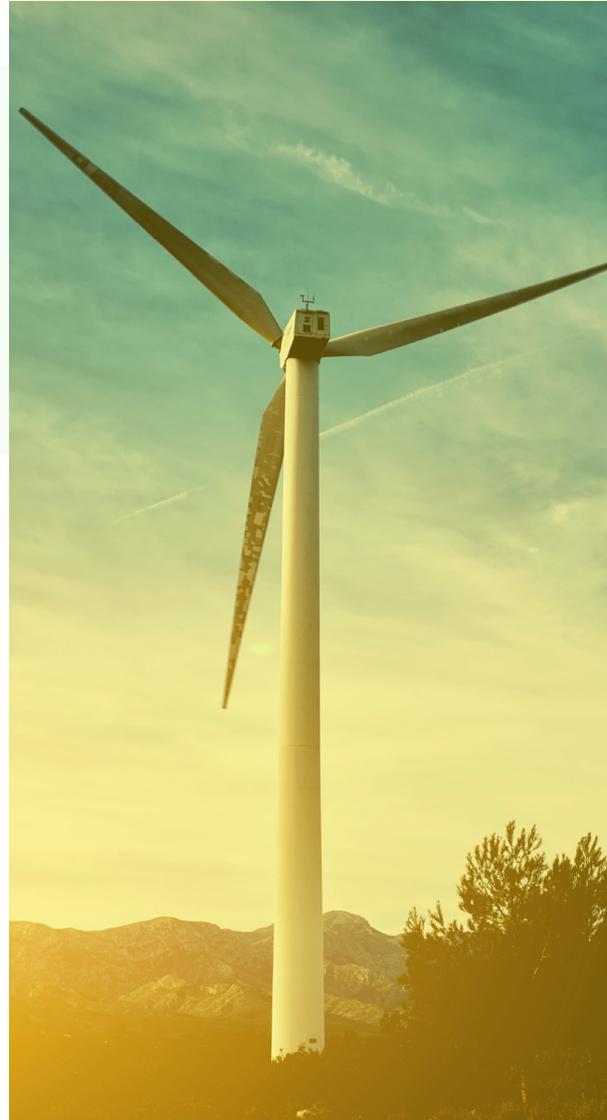
Le rapport sert de guide pour la formulation des interventions menées dans le domaine de l'énergie selon la nouvelle approche SPPM de la BID et aide les pays membres concernés à élaborer leur stratégie pour le secteur de l'énergie.

### Résultats escomptés

- Sensibilisation de 23 pays membres arabes à la situation actuelle du secteur de l'énergie sur leurs territoires, du point de vue des progrès réalisés à ce jour sur les trois principales cibles de l'ODD7 (accès à l'énergie, énergies renouvelables et efficacité énergétique).
- Le résultat du rapport sera l'une des pièces maîtresses de l'élaboration, par la BID et les 23 pays membres, de la stratégie du secteur de l'énergie, et par conséquent des SPPM avec ces pays.

### Partenaires de développement

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), Énergie durable pour tous (SEforAll)



**“Contribuer à renforcer les politiques visant à améliorer la sécurité énergétique et à accroître la résilience aux changements climatiques dans les processus politiques régionaux et nationaux”**





# Evolution de la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales

Ces deux dernières décennies, on a assisté à une hyperspécialisation et à une explosion des activités commerciales grâce, en grande partie, à la croissance des CVM. Le rapport sur "l'évolution de la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales", qui est le résultat d'une collaboration entre la BID et la Banque asiatique de développement (BASD), se penche principalement sur l'amélioration de l'établissement des comptes nationaux et des indicateurs clés pour aider à institutionnaliser les registres statistiques des entreprises et les statistiques et analyses des chaînes de valeur mondiales dans les pays membres de la BID.

## Objectif (s)

- Analyser l'état et l'évolution de la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales (CVM) depuis 2000 à l'aide de données économiques bien structurées.
- Elaborer un cadre pour décrire succinctement la participation des secteurs du pays aux chaînes de valeur et étudier les effets économiques qui en résultent.

## Eléments clés

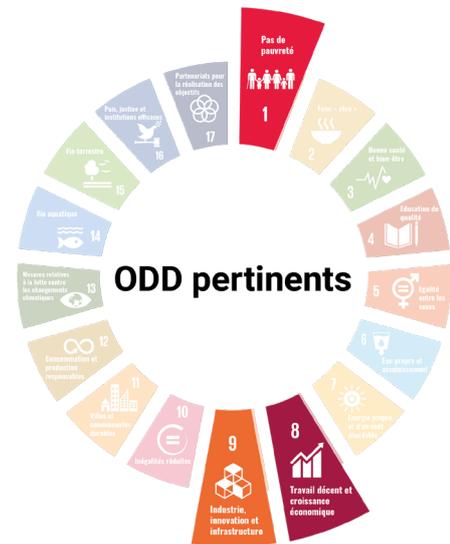
L'initiative a consisté en une analyse complète de la manière dont les chaînes de valeur mondiales peuvent contribuer à renforcer les arrangements de production transfrontalière entre les pays membres. L'état et l'évolution de la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales depuis 2000 y font l'objet d'une étude spécifique qui met en évidence les défis et les opportunités que représentent les phénomènes mondiaux actuels et émergents comme les conflits commerciaux et l'automatisation rapide des économies.

## Caractéristiques particulières

- L'initiative va au-delà du renforcement des capacités des pays membres, pour analyser et comprendre les statistiques, et encourager fortement l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes au niveau national.
- Elle met l'accent sur la manière dont les CVM peuvent contribuer à accroître la production transfrontalière et sur la manière de renforcer la participation d'un pays aux CVM.
- Un effort de collaboration a été mené avec la BAD pour améliorer l'établissement des comptes nationaux et des indicateurs clés et aider à institutionnaliser les registres statistiques des entreprises et les statistiques et analyses des CVM.

## Résultats escomptés

Le rapport constitue une ressource clé pour analyser les principales tendances de la participation de l'Indonésie aux CVM et sert de-



Date de l'initiative  
**Janvier 2019**

## Départements clés

- Recherche économique et Apprentissage institutionnel (ERIL)
- Centre régional en Indonésie



référence précieuse aux décideurs et analystes en Indonésie et au-delà. Il ressort notamment des principales conclusions que la participation de l'Indonésie aux chaînes de valeur mondiales (en amont, en aval et tout au long du processus) a baissé, ce qui semble être lié à la croissance des secteurs intérieurs. La base factuelle que fournit l'étude constitue un apport important dans les débats et les processus relatifs à la prise de décisions politiques en Indonésie. L'analyse a montré que le développement du secteur manufacturier devait être une priorité politique, avec un message clair appelant à promouvoir la création de valeur au niveau national par l'industrie manufacturière. Elle a également souligné la nécessité de promouvoir les exportations et de renforcer la participation aux CVM pour améliorer la productivité et la compétitivité industrielles. L'étude a été bien accueillie par les décideurs, les autorités gouvernementales et les milieux universitaires qui ont salué son opportunité, confirmé ses conclusions et estimant que sa publication venait à point nommé, vu le contexte mondial actuel. Au-delà du soutien à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, dans le cadre du transfert de compétences et de connaissances, les principaux responsables et les universitaires ont été formés aux méthodes et techniques quantitatives les plus pointues pour mieux analyser les statistiques de la mondialisation économique.

### Partenaires de développement

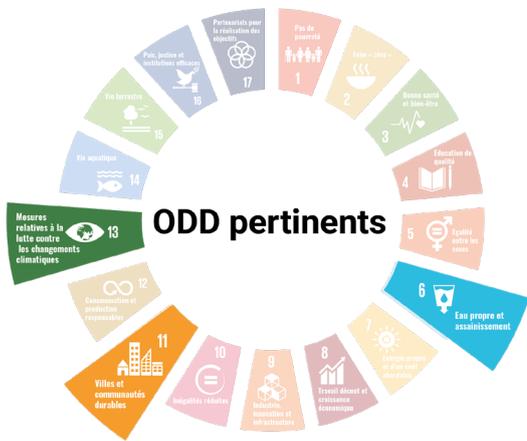
Banque asiatique de développement (BAsD), Gouvernement indonésien

**“Un cadre pour décrire la participation aux chaînes de valeur et l'analyse fondée sur des données probantes à l'appui du P5P”**



# Etablissements informels dans la région arabe

Aujourd'hui, une personne sur huit dans le monde vit dans des zones informelles et 3 autres milliards de personnes ne disposeraient pas d'un logement décent d'ici 2050. Dans la région arabe, avec le développement des services sociaux et l'amélioration des possibilités d'emploi dans les grandes villes, on observe une augmentation de la migration de la main-d'œuvre à l'intérieur et entre les pays arabes. En outre, les déplacements dus à des causes naturelles et humaines ont entraîné une répartition déséquilibrée des densités de population entre les grandes villes ou communautés et les villes ou communautés secondaires, toutes choses qui ont conduit à la formation de diverses formes de zones informelles et ont une incidence sur la qualité de vie, le patrimoine et les valeurs culturelles de nombreuses villes arabes.



## Objectif (s)

L'objectif est de mettre en place un programme régional sur les établissements informels en se fondant, d'une part, sur une meilleure compréhension de la substance, de l'ampleur et de la composition socio-économique des zones informelles dans la région arabe, d'autre part, sur les enseignements tirés auprès de différents partenaires. En outre, il est prévu d'établir une plateforme pour mettre en place des partenariats et une collaboration aux frontières, afin de permettre le suivi et l'apprentissage mutuel à partir des programmes de mise en œuvre et de soutenir l'élaboration d'indicateurs comparables à l'appui d'interventions efficaces.



## Éléments clés

La publication conjointe de la BID et d'ONU-Habitat sur "les établissements informels dans la région arabe : analyse et perspectives" donnera un aperçu de ce secteur clé dans la région arabe. Elle apportera également les éléments factuels du programme "Vers des villes arabes sans zones informelles".

## Caractéristiques particulières

L'assainissement des bidonvilles et la mise à disposition de logements sociaux sont des questions majeures qui préoccupent tous les pays membres de la BID. Pour la première fois, une étude approfondie sur les établissements informels dans la région arabe est menée et comporte des phases de cartographie, de classification et de diagnostic, l'objectif étant de proposer des solutions de logement innovantes et durables.

## Résultats escomptés

- Publication d'un ouvrage sur "les établissements informels dans la région arabe : analyse et perspectives"
- Lancement d'un programme intitulé "Vers des villes arabes sans zones informelles"

## Partenaires de développement

ONU-Habitat

Date de l'initiative  
**Juillet 2019**

## Départements clés

- Infrastructure économique et sociale (ESI)

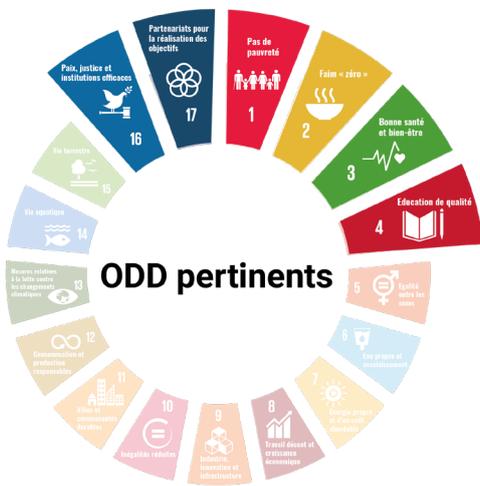
**“Mettre à profit les enseignements tirés pour mieux relever le défi des établissements informels dans la région arabe”**





# Programme BID/Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) de renforcement des capacités des ONG en vue de la réduction de la pauvreté

Les pays membres font face à de nombreux défis socio-économiques de nature générale, au nombre desquels la pauvreté, la fragilité, les conflits violents, les catastrophes naturelles et d'origine humaine, qui engendrent souvent des crises humanitaires dont les déplacements internes et les mouvements de populations de réfugiés. Huit des douze premiers pays d'accueil de réfugiés sont des pays membres de la BID. De plus, selon la récente liste harmonisée de la Banque mondiale, 18 des 36 États fragiles sont des pays membres de la BID. Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important dans la résolution des problèmes au travers de l'aide humanitaire et des initiatives de développement durable.



## Objectif (s)

Le programme vise à donner aux organisations non gouvernementales (ONG) les moyens d'améliorer le bien-être socio-économique des communautés difficiles à atteindre par l'éducation des réfugiés, la création d'emplois, le renforcement de la résilience et le développement des moyens de subsistance des communautés.



## Éléments clés

Le programme mettra au point les outils de sélection nécessaires pour cartographier et catégoriser objectivement les ONG et les OSC. Il s'agira notamment de renforcer leurs capacités pour leur permettre de répondre de manière efficace et efficiente aux besoins des pays membres. Le programme cible les projets innovants de transformation et d'autonomisation des communautés qui interviennent principalement dans les domaines humanitaires et liés au développement pour réduire la pauvreté. Ces projets seront pris en compte comme exemples de réussite dans la plateforme de financement participatif et d'agrégation destinée à attirer d'autres donateurs pour mettre en place des mécanismes de financement durables.

## Caractéristiques particulières

Le programme va au-delà de "ceux dont on a l'habitude" pour encourager des interventions de développement par la cartographie, la catégorisation, le renforcement des capacités et l'adoption d'outils de financement innovants tels que les plateformes de financement participatif et les réseaux créatifs. Pour la première fois, les initiatives mettent à contribution des partenaires non traditionnels, des partenaires de développement, des ONG et des OSC internationales et nationales pour aider les communautés difficiles à atteindre et victimes la fragilité et des conflits dans les pays membres. Le programme permet, entre autres, d'accéder à un portail d'apprentissage à distance sur mesure, en arabe, en anglais et en français, sur des sujets liés au développement et à l'action humanitaire, l'objectif étant de donner des moyens d'action à plus de 500 ONG et OSC des pays membres.

**Date de l'initiative**  
**Février 2019**

## Départements clés

- Résilience et Développement social (RSD)
- Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID)
  - Centres régionaux

Le programme a mobilisé à ce jour plus de 11 millions de dollars E.-U. auprès de différents partenaires de développement.

### Résultats escomptés

- Accès de 000 115 jeunes réfugiés et orphelins à une éducation de qualité et au développement des compétences.
- Autonomisation de 30 % des communautés ciblées.
- Accès de 000 3 familles à faible revenu à des moyens de subsistance et à des emplois communautaires.
- Renforcement des capacités et contribution à l'amélioration du bien-être socio-économique de 500 à 000 1 ONG et OSC.

### Partenaires de développement

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Banque africaine de développement (BAD), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Spark, Gen Blue Blockchain company, Symbiont, Sustainable Digital Finance, Islamic Chain, Foundation for Human Horizon, Humanitarian Leadership Academy, Save the Children, Plan International, Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), ex-Indiegogo, Cordoba House non-profit, Croix-Rouge turque et Regional Social Responsibility Network.

**“Renforcer les capacités des ONG et des OSC pour leur permettre de mieux répondre aux besoins des pays membres”**





# Rapport de la BID sur la résilience

Le premier rapport sur la résilience de la BID présente neuf études de cas, qui analysent les facteurs critiques du renforcement de la résilience selon les cinq dimensions suivantes: i) pressions économiques; ii) catastrophes environnementales et naturelles; iii) défis en matière de sécurité humaine; iv) capacité institutionnelle et infrastructurelle; et v) migration forcée, réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays. Il fournit un résumé des recommandations pratiques qui aideront la BID et ses pays membres à concevoir des politiques, stratégies, interventions et programmes par pays pour renforcer la résilience.



## Objectif (s)

La résilience est vue comme un concept positif qui permet de lutter contre les conflits violents, la fragilité, la pauvreté et les catastrophes naturelles et d'origine humaine. De nouvelles approches articulées autour du renforcement de la résilience s'imposent pour la prévention, l'atténuation et la résolution de ces phénomènes. À cet égard, le rapport de la BID sur la résilience vise à aider les pays membres et les parties prenantes à mieux comprendre ce qu'est la résilience, à faire des investissements judicieux et à assurer une programmation efficace des interventions dans les différents domaines.

## Éléments clés

Le rapport examine les tendances mondiales puis s'attarde sur neuf études de cas : Indonésie, Turquie, Syrie, Nigéria, Somalie, Jordanie, Pakistan, Irak et Palestine. L'élément commun qui ressort de ces études de cas est l'importance qu'elles accordent à l'investissement dans l'éducation, dans l'état de préparation, dans le développement des moyens de subsistance, dans l'égalité des sexes, etc. Au-delà des démarches de conception et de mise en œuvre des programmes, ce qui est encore plus important, ce sont les domaines dans lesquels il faut investir. Le rapport s'appuie sur les études de cas pour formuler des recommandations pratiques visant à améliorer la conception et les résultats des programmes de renforcement de la résilience.

## Caractéristiques particulières

Il s'agit là du premier rapport phare sur la résilience centré sur les pays membres de la BID. Il contient une quantité importante d'informations et de références sur les facteurs déterminants et l'impact de la violence, de la fragilité et des risques auxquels sont confrontés de nombreux pays membres de la BID. Cependant, peu de recherches et d'études proposent des solutions concrètes et pratiques sur le renforcement de la résilience pour faire face aux risques et aux chocs dans les pays membres en s'inspirant de cas réels. Ce rapport s'emploie donc principalement à cartographier la situation de résilience des pays membres, pris individuellement et collectivement, tout en mettant en évidence les interventions de résilience aux niveaux national, régional et mondial.



**Date de l'initiative**  
**Décembre 2019**

## Départements clés

- Résilience et Développement social (RSD)
- Infrastructure économique et sociale (ESI)
  - Stratégie par pays et Coopération (CSC)
- Recherche économique et Apprentissage institutionnel (ERIL)
  - Centres régionaux



## Résultats escomptés

- Meilleure compréhension de la résilience, en particulier de son fonctionnement dans différents contextes, de la différence entre le capital social et la capacité institutionnelle.
- Accroissement des investissements dans la résilience pour aider les pays membres à gérer les risques et les pressions liés à la fragilité, aux conflits et aux catastrophes naturelles.
- Formulation de recommandations pratiques pour accroître les financements et faire des investissements judicieux adaptés dans le renforcement de la résilience en vue de la réalisation des ODD.
- Amélioration de la conception des programmes de résilience : i) pour une conception et une mise en œuvre plus efficaces des programmes et des projets; ii) pour que les investissements dans la résilience réussissent dans un environnement imprévisible et instable; et iii) pour examiner de près les dilemmes et les arbitrages à prendre en compte.

## Partenaires de développement

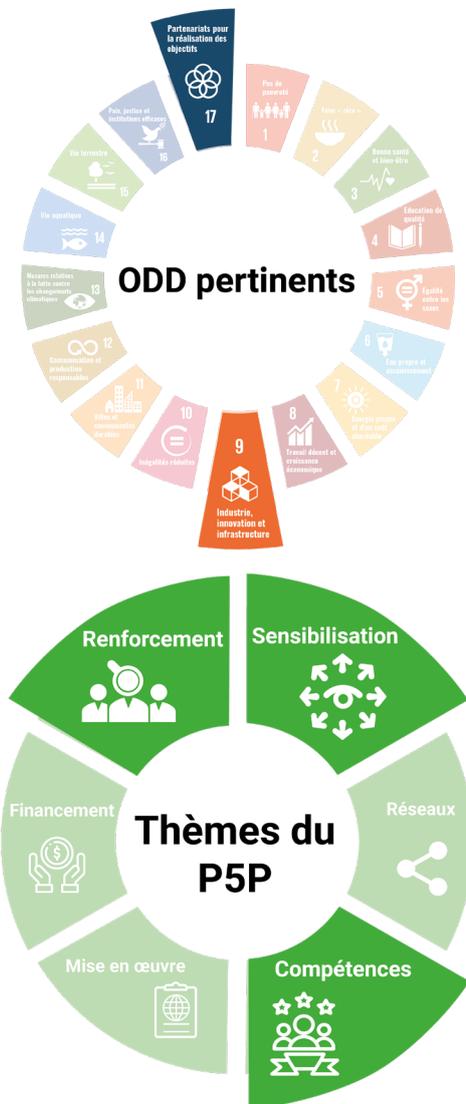
La Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) ont validé les conclusions du rapport.

**“S’appuyer sur des études de cas pour aider à concevoir, à partir de données probantes, des politiques, stratégies, interventions et programmes par pays visant à renforcer la résilience ”**



# Guide de référence de la finance islamique des projets d'infrastructure en partenariat public-privé (PPP)

La nécessité de développer les infrastructures reste l'un des plus grands défis mondiaux pour les politiques publiques, 90 000 milliards de dollars E.-U. étant estimés nécessaires pour des infrastructures à l'échelle mondiale jusqu'en 2030 (Bhattacharya, A., J. Oppenheim et N. Stern., 2015)<sup>1</sup>. S'il est vrai que le marché de la finance islamique peut servir de source complémentaire de financement pour le développement des infrastructures, son utilisation efficace et son potentiel restent relativement inexploités. Cette situation est due en grande partie à la non-connaissance et à la non-disponibilité d'une boîte à outils ou d'un guide de référence personnalisable qui peut aider à réduire le temps et les coûts des transactions de partenariat public-privé (PPP) conformes à la charia. Le guide de référence cherche à remédier à ces insuffisances, à répondre à diverses questions sur la finance islamique et à donner des conseils aux investisseurs et aux bailleurs de fonds désireux de participer à des PPP d'infrastructure financés par la finance islamique.



## Objectif (s)

La présente publication, qui se veut un guide de référence pratique complet pour les pays et les institutions, traite des aspects les plus importants de la finance islamique liés aux projets d'infrastructure en PPP.

## Éléments clés

Cette publication met en lumière le rôle que la finance islamique peut jouer dans le financement des infrastructures, les principaux acteurs du secteur mondial de la finance islamique et les alternatives potentielles qu'offre la finance islamique pour relever le défi du financement des infrastructures publiques, ainsi que les structures de la finance islamique pour les projets d'infrastructures en PPP. Le guide de référence contient des études de cas détaillées de PPP conformes à la charia sur le projet de port à terminal conteneurs de Doraleh à Djibouti, l'aéroport international Queen Alia en Jordanie, les projets d'énergie éolienne de la Fondation Wind Limited (Foundation Wind Energy-I (FWEL-I) et Foundation Wind Energy-II (Private) (FWEL-II)) au Pakistan et le projet de campus de santé en PPP de Konya en Turquie. En outre, le guide de référence fournit un ensemble complet de modèles d'accords de finance islamique, qui constituent des outils pratiques pouvant être appliqués, mutatis mutandis, à toute une gamme de projets d'infrastructure.

## Caractéristiques particulières

- Every year, IsDB Member Countries need to channel between US\$ 700 billion and US\$ 1 trillion into crucial SDG sectors (PP 31, IsDB-

**Date de l'initiative**  
**Mars 2020**

## Départements clés

- Développement du secteur de la finance islamique (IFSD)
- Infrastructure économique et sociale (ESI)
- Division des affaires juridiques

<sup>1</sup>Driving Sustainable Development through Better Infrastructure: Key Elements of a Transformation Program." Global Economy & Development Working Paper 91, Brookings Institution, Washington, DC.

Annual Report, 2018). Infrastructure, by far the most capital-consuming sector, will attract roughly three out of every four dollars of total SDG financing needs in OIC Member Countries (McKinsey, 2016). This Reference Guide will help Member Countries tap into Islamic Finance to fill their infrastructure financing gap. It is the first guide of its kind with legal templates to provide practical guidance to undertake PPP projects under Islamic Finance.

- The Reference Guide is a joint effort between the World Bank and the IsDB.

## Résultats escomptés

Le guide de référence est destiné aux institutions financières et de développement, aux pays membres et aux pays non membres désireux de concevoir de futurs projets d'infrastructure en PPP nécessitant la finance islamique.

## Partenaires de développement

Banque mondiale

**“Donner des conseils pratiques pour le financement islamique de projets d'infrastructure en partenariat public-privé”**





# Modernisation de la Bibliothèque

C'est au début de l'année 2019 qu'a été lancée la transformation de la bibliothèque du Groupe de la BID en une bibliothèque électronique du 21<sup>e</sup> siècle axée sur les plateformes numériques et l'apprentissage participatif. Cette transformation a été rendue nécessaire par le besoin de remodeler la bibliothèque pour qu'elle devienne plus efficace et plus réactive au changement et à l'évolution des exigences opérationnelles du Groupe de la BID.

## Objectif (s)

La bibliothèque de la BID cherche à devenir une bibliothèque électronique du 21<sup>e</sup> siècle axée sur les plateformes numériques et l'apprentissage participatif.

## Éléments clés

Un vaste programme de triage a été mené pour retirer des rayons un grand nombre d'ouvrages dépassé et sans intérêt et permettre l'acquisition de nouveaux ouvrages contemporains sur des thèmes clés et les nouvelles tendances.

L'espace intérieur de la bibliothèque a également été rénové et réaménagé pour accueillir plus d'espaces communs de lecture et d'activités de partage des connaissances.

## Caractéristiques particulières

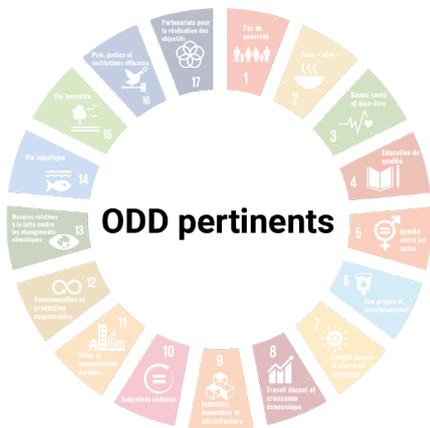
L'effort de modernisation planifié et exécuté en interne a permis le tout premier triage complet d'une collection vieille de 40 ans. La bibliothèque est ainsi mieux équipée pour répondre à l'évolution des besoins de connaissances et d'informations du Groupe de la BID. L'une des principales originalités de l'initiative est la mise en place d'une bibliothèque et de services d'information entièrement numérisés.

## Résultats escomptés

Des informations et ressources de connaissances crédibles et actualisées sont désormais disponibles et facilement accessibles pour tous les membres du personnel du GBID, qui pourront se tenir au courant des faits nouveaux dans leurs domaines d'activité et de spécialisations respectifs en vue d'une prise de décisions plus efficace et plus éclairée.

## Partenaires de développement

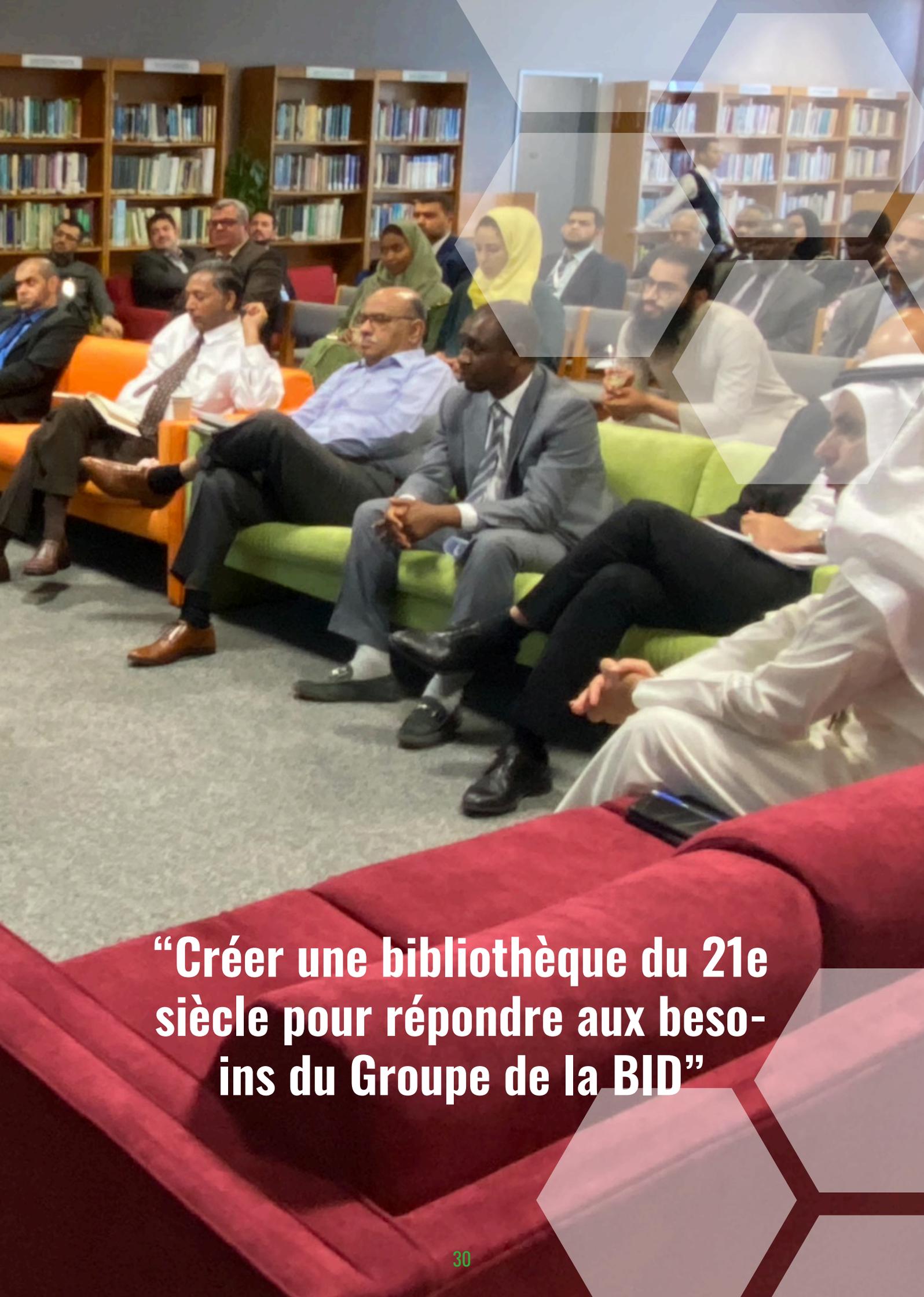
Bibliothèque électronique de la Banque mondiale, Bibliothèque électronique du Fonds monétaire international, Bibliothèque électronique de l'Organisation de coopération et de développement économiques



**Date de l'initiative**  
**Décembre 2019**

## Départements clés

- Recherche économique et Apprentissage institutionnel (ERIL)
- Services administratifs
- Gestion des ressources humaines

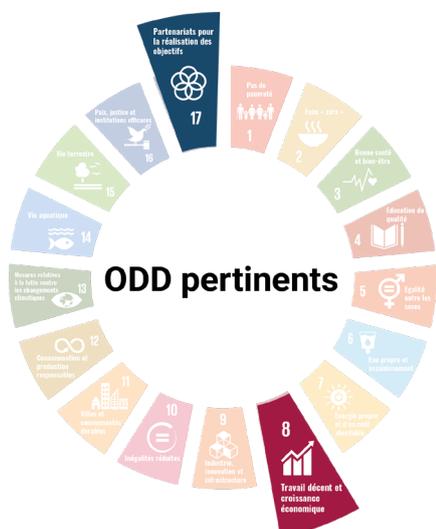


**“Créer une bibliothèque du 21e siècle pour répondre aux besoins du Groupe de la BID”**



# Engagement du secteur privé dans le cadre du mécanisme Reverse Linkage

Il importe d'impliquer le secteur privé dans le développement socio-économique pour pouvoir tirer parti des vastes ressources financières, des compétences techniques de haut niveau et des mécanismes de mise en œuvre plus souples dont il est doté. Les pays membres de la Banque disposent d'une mine inexploitée de savoir-faire, de compétences techniques et de ressources qui peuvent être utilisés pour résoudre les problèmes de développement si l'on veut les exploiter de manière efficace. Ces ressources peuvent être mises à contribution dans des mécanismes portés par les secteurs public et privé dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. La nouvelle orientation stratégique de la Banque, telle qu'énoncée dans le P5P, préconise un développement axé sur le marché, ce qui signifie que le secteur privé doit jouer un rôle plus important. Parmi les outils dont dispose la Banque pour collaborer avec le secteur privé, il y a le mécanisme Reverse Linkage, qui peut être utilisé pour mobiliser les ressources du secteur privé et stimuler le développement tout en promouvant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre pays membres. Pour rendre cette approche opérationnelle, la Banque a élaboré une méthodologie de cartographie qui prévoit un processus objectif et normalisé pour recenser des "centres de ressources". Ces centres de ressources sont des institutions, des développeurs et des entreprises dotés de compétences techniques et d'un savoir-faire éprouvé dans un domaine clé du développement. La méthodologie débouche sur un rapport qui détermine les secteurs clés de compétence de tel ou tel pays membre et établit les profils de chaque centre de ressources selon le secteur de compétence, créant ainsi de fait une base de données nationale d'institutions expertes qui peuvent être mises à contribution comme prestataires dans les interventions de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Au début, la cartographie visait essentiellement les institutions publiques, puis elle s'est élargie depuis et s'attache à recenser aussi des promoteurs du secteur privé et du secteur tertiaire (y compris la société civile).



Date de l'initiative  
**Avril 2019**

## Départements clés

- Stratégie par pays et Coopération (CSC)

## Objectif (s)

La présente initiative a pour objectif de renforcer la collaboration avec le secteur privé dans les pays membres et au-delà afin de mobiliser, d'une manière plus efficace et plus efficiente, les compétences techniques et les ressources financières nécessaires pour résoudre les problèmes de développement, y compris pour promouvoir un développement axé sur les chaînes de valeur mondiales, comme le prévoit le nouveau P5P.

## Éléments clés

Cette initiative utilise le mécanisme Reverse Linkage de la Banque comme outil pour faire participer le secteur privé au développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

## Caractéristiques particulières

Le mécanisme Reverse Linkage et la méthodologie de cartographie qui permet de recenser les centres de ressources compétents des secteurs privé et public sont des outils uniques en leur genre qui ont été mis au point grâce à l'expertise et à l'expérience internes.

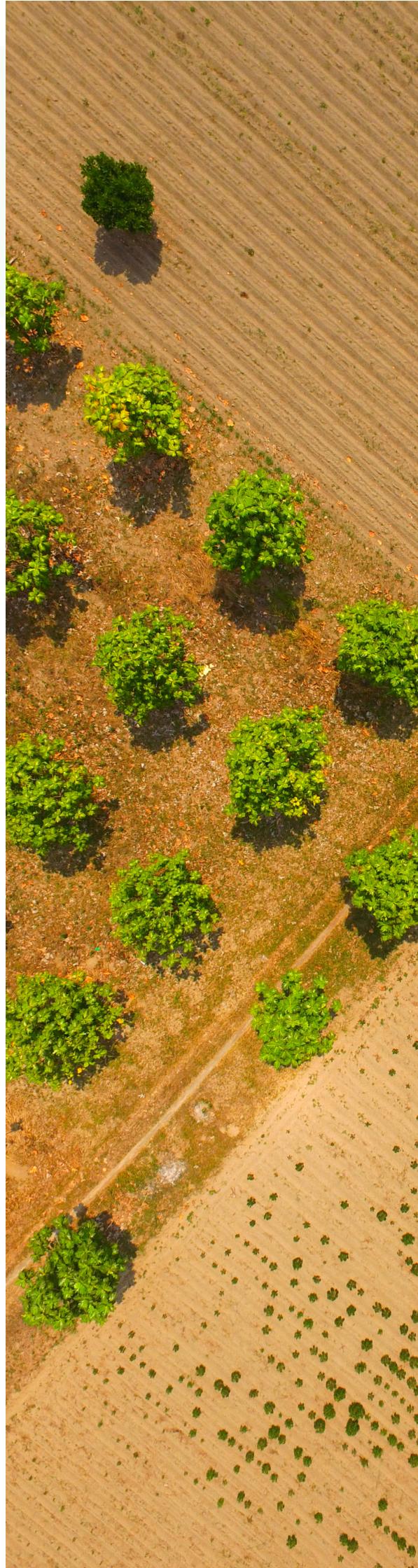
## Résultats escomptés

En 2019, l'étude cartographique des centres de ressources malaisiens a permis de recenser un plus grand nombre d'institutions du secteur privé. Par la suite, la Banque a utilisé sa modalité Reverse Linkage pour établir des relations avec ses homologues malaisiens et ouvrir de nouveaux marchés à leur intention, ce qui a permis de mettre en place des mécanismes de financement qui ont rassemblé une contribution financière totale de 45 millions de dollars américains au profit des pays membres. En particulier, la BID a signé un accord avec Serba Dinamik Group Berhad, entreprise privée malaisienne du secteur de l'énergie, pour mettre en place un mécanisme de financement de 30 millions de dollars E.-U. destiné à fournir des ressources financières et techniques aux pays membres de la BID pour les aider à créer des centres de formation professionnelle dans le secteur de l'énergie pour soutenir la création d'emplois, entre autres. En outre, la Banque a signé un accord avec Warisan Quantum Management, société malaisienne de gestion de fonds de placement privés conforme à la charia, pour mettre en place un mécanisme de financement de 15 millions de dollars E.-U. destiné à soutenir les PME malaisiennes désireuses de participer aux activités Reverse Linkage et aux opportunités d'affaires potentielles découlant des effets d'entraînement positifs générés par les interventions Reverse Linkage. La Banque continue de mener de nouvelles études cartographiques dans les pays membres et d'ajouter de nouveaux centres de ressources des secteurs privé et public à sa base de données d'institutions expertes. A mesure qu'elles se développeront, ces études ouvriront de nouveaux canaux de collaboration avec le secteur privé des pays membres de la BID, ce qui permettra de mobiliser et d'utiliser des ressources techniques et financières plus importantes pour réaliser les objectifs de développement national des pays membres.

## Partenaires de développement

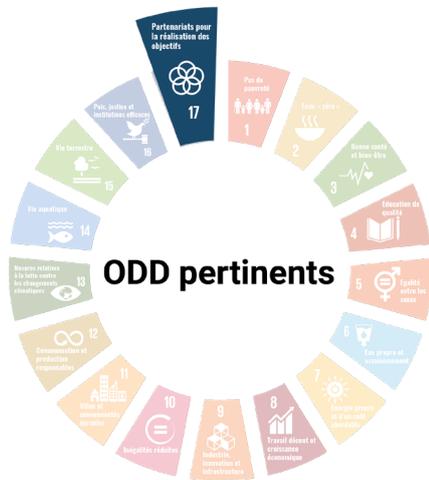
Centres de ressources recensés dans les études cartographiques de la Banque.

**“ Renforcer la collaboration avec le secteur privé en vue de mobiliser les compétences techniques et les ressources financières nécessaires pour relever les défis du développement”**





# Module d'apprentissage en ligne sur le mécanisme Reverse Linkage



**Date de l'initiative**  
**Avril 2019**

## Départements clés

- Stratégie par pays et Coopération (CSC)
- Recherche économique et Apprentissage institutionnelle (ERIL)

Vu l'étendue et l'ampleur des problèmes de développement auxquels sont confrontés les pays membres de la Banque, il importe au plus haut point de recenser des solutions pertinentes qui peuvent être mutualisées entre eux pour que chacun en tire avantage. Il existe toutefois une lacune importante, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Banque, sur la manière de faire collaborer concrètement deux ou plusieurs pays membres dans une intervention de coopération Sud-Sud. Pour y remédier, un module complet d'apprentissage en ligne a été mis au point. Il décrit comment définir, formuler et mettre en œuvre des projets selon l'approche Reverse Linkage, mécanisme amélioré de coopération Sud-Sud.

Les connaissances exposées dans ce module permettront à la BID et aux pays membres d'utiliser plus efficacement la modalité Reverse Linkage pour échanger des solutions de développement. Le module contribuera ainsi à renforcer la solidarité entre les pays membres de la Banque.

## Objectif (s)

- Intégrer le mécanisme Reverse Linkage dans les opérations sectorielles de la BID, vu son efficacité dans l'échange de solutions de développement entre les pays membres.
- Donner des conseils au personnel de la BID sur la manière de formuler et de mettre en œuvre des projets Reverse Linkage.

## Éléments clés

L'initiative a généré deux produits principaux:

- **Les modules électroniques Reverse Linkage:** il s'agit de huit modules d'apprentissage en ligne sur vidéo et à rythme libre décrivant le processus intégral d'identification, de formulation et de mise en œuvre d'un projet Reverse Linkage.
- **Le manuel opérationnel interactif Reverse Linkage:** ce manuel au format PDF fonctionne comme un site Web autonome qui permet au lecteur de passer en revue les activités Reverse Linkage avec 16 outils pratiques.

## Caractéristiques particulières

C'est la première fois que la BID produit une méthodologie par étape pour faire participer les pays du Sud dans des interventions axées sur la demande et le développement. L'initiative génère de nouvelles connaissances qui mettent en pratique les principes de la coopération Sud-Sud. Il s'agit là également, au sein de la BID, d'une approche novatrice de production de matériel d'apprentissage en ligne sur vidéo qui permet au personnel même de la BID de mutualiser ses connaissances et son expérience avec le public.

## Résultats escomptés

La plateforme d'apprentissage en ligne contribuera à renforcer les compétences techniques et les connaissances du personnel de la BID et des professionnels concernés des pays membres et aidera les partenaires de développement à formuler et à mettre en œuvre des projets Reverse Linkage. Par cette initiative, la BID confortera sa position mondiale de pourvoyeur de connaissances et de promoteur de la coopération Sud-Sud et renforcera ainsi la solidarité dans le développement.

## Partenaires de développement

LEO Learning

“Permettre à la BID et aux pays membres de promouvoir davantage l'utilisation de la modalité Reverse Linkage pour mutualiser les solutions de développement”

Reverse Linkage

5 Containers 40 Resources 270 Views

Reverse Linkage

E-learning package, overview materials, project leaflets, and project short films.

Created: 6 months ago by Anisya Hoxha  
Modified: 10 days ago by Sarah Hoxha

Subscribed

3:00 hr  
40 Resources

Play All Manage Metrics Share

Sort by ↑ ↓ Filter content on this page...

Reverse Linkage E-learning Package  
This course is designed to take you through the entire process that we use and advocate for at the Islamic Development Bank for formulating Reverse Linkage interventions.

Overview Materials  
The IDB Reverse Linkage Policy, overview about Reverse Linkage and animated info-graphic about its evolution.

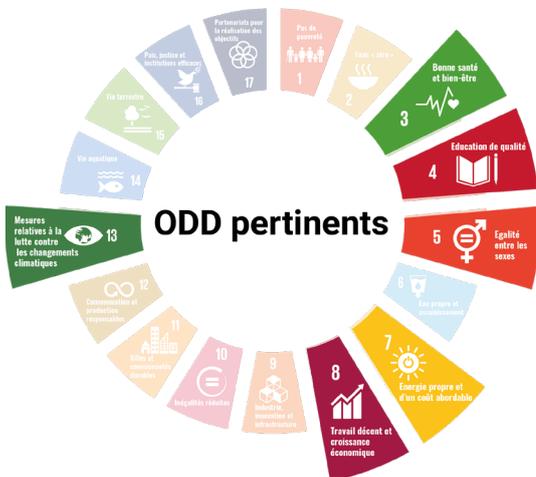
Project Leaflets  
Leaflets about selective Reverse Linkage projects. Each leaflet describes the challenge, supply, matchmaking, activities and wins of certain project.

Project Films  
Short documentary films about selective Reverse Linkage projects.



# Libérer les financements pour l'accès à l'énergie par le financement participatif

Environ 840 millions de personnes, dont 75 % sont des ménages ruraux, vivent encore sans électricité. Le manque de financement suffisant pour fournir de l'électricité, en particulier dans les zones rurales, est un défi majeur pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2030 (ODD 7.1.1). Par ailleurs, les réductions de coûts observées dans les technologies des énergies renouvelables, en particulier sur les installations solaires domestiques (ISD), ont créé de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités. Peu de PME spécialisées dans la distribution des ISD aux ménages ruraux y ont vu un potentiel et une opportunité considérables de pénétrer un très grand marché en Afrique subsaharienne.



## Objectif (s)

L'une des propositions de valeur de la BID est de jouer un rôle catalyseur pour faciliter la coopération entre les développeurs à chaque étape du cycle de développement. Le financement participatif est reconnu comme un moyen de créer des liens et des partenariats qui offrent des services de mobilisation de ressources aux pays membres. Dans ce contexte, la BID a approuvé un financement d'un million d'euros avec pour objectif ultime d'attirer et d'influencer positivement les décisions des investisseurs crowd afin qu'ils soutiennent les campagnes de la plateforme en élargissant le mode de financement de la Mourabaha aux PME qui visent à fournir des services d'électricité propre aux ménages et aux petites entreprises du monde rural. À cette fin, un partenariat a été mis en œuvre avec la plateforme de financement participatif "TRINE", pour ouvrir ainsi la voie à d'autres partenariats avec les PME dans le domaine du développement.



**Date de l'initiative**  
**Septembre 2019**

## Départements clés

- Infrastructure économique et sociale (ESI)
- Résilience et Développement social (RSD)
  - Financement participatif et gestion des fonds externes (CEEFM)
    - Gestion des risques (RM)
      - Division des affaires juridiques
  - Section de la conformité à la charia

## Éléments clés

La plateforme de financement participatif, TRINE, a reconnu le défi que représente pour les PME la question du fonds de roulement en tant que marché de niche. Le mandat de TRINE est de s'attaquer au problème mondial du "manque d'accès aux capitaux du secteur de l'énergie solaire hors réseau". La plateforme estime que "tout le monde devrait avoir accès à une énergie propre" et son mandat est centré sur le soutien aux PME dont l'activité consiste principalement à distribuer des installations solaires domestiques aux ménages ruraux en finançant l'achat de ces installations.

## Caractéristiques particulières

- Le nouveau modèle commercial repositionne la proposition de valeur de la BID en un rôle catalyseur qui facilite la coopération entre les développeurs à chaque étape du cycle de développement.

- Le succès de ce projet pilote contribuera à promouvoir d'autres plateformes de financement participatif dans différents secteurs et zones géographiques, et surtout : i) il permettra aux investisseurs du monde entier favorables à la finance islamique de participer aux opérations de financement participatif en proposant des tranches islamiques dans les plateformes (à l'échelle mondiale, seules 10 plateformes dignes d'intérêt fonctionnent conformément aux prescriptions de la charia) ; et ii) il aidera à mobiliser des ressources hors bilan plus importantes.

## Résultats escomptés

On estime que chaque euro accordé par la BID attirera jusqu'à 3 euros des investisseurs crowd. Le projet pilote devrait permettre de fournir de l'électricité à environ 50 000 personnes et d'éviter ainsi des émissions d'environ 14 000 tonnes de CO2. La BID et les bailleurs de fonds crowd engrangeront une marge de +7% par an (sur une durée maximale de 5 ans). La participation de la BID sera essentiellement de nature à réduire les risques pour attirer davantage l'épargne participative qui pourrait faire une différence sensible. La BID s'est associée au PNUD pour évaluer l'impact des campagnes financées par la BID en utilisant l'outil d'impact de l'action climatique du PNUD. Cet outil permettra aux investisseurs, crowd et institutionnels, de suivre l'impact des investissements sur la réalisation des cibles des ODD.

## Partenaires de développement

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



**“Utiliser le  
financement  
participatif  
pour mobiliser  
des ressourc-  
es en faveur  
de l'électri-  
fication pour  
tous.”**



# À propos de la Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement qui œuvre depuis plus de 40 ans à améliorer la vie des communautés bénéficiaires en s'attachant à obtenir le plus grand impact possible. Elle réunit 57 pays membres répartis sur quatre continents, touchant ainsi la vie d'une personne sur cinq à travers le monde. Son siège est à Djeddah, en Arabie saoudite, et elle a des centres au Bangladesh, en Égypte, en Indonésie, au Kazakhstan, au Maroc, au Nigéria, au Sénégal, au Suriname, en Turquie, aux Émirats arabes unis et en Ouganda. Sa mission est de donner aux populations les moyens d'assurer pleinement leur propre progrès économique et social, en mettant en place l'infrastructure qui leur permettra de réaliser leur potentiel.



Principales réalisations en 2019

## La Banque islamique de développement

8111 King Khaled Street, Al Nuzlah Yamania, Unit 1, Djeddah, 2444-22332, Royaume d'Arabie Saoudite

 (+966-12) 636 1400  (+966-12) 636 6871  idbarchives@isdb.org  www.isdb.org



isdbgroup



isdb\_group



Islamic Development Bank Group



isdb\_stories



Islamic Development Bank